

Brèves

Cameroun/Collaboration entre Yaoundé et Paris

Une équipe de l'Autorité aéronautique civile du Cameroun (Ccaa-Cameroun Civil Aviation Authority), conduite par la Directrice générale, Paule Assoumou Koki, s'est rendue à Paris pour une visite d'étude à la direction générale de l'aviation civile (Dgac) française. Cette visite, organisée dans le cadre de la coopération entre les deux administrations, explique la Ccaa, vise à partager l'expérience française dans la production et la mise en application des plans de servitudes aéronautiques (PSA). Lesdits plans définissent les servitudes destinées à assurer la sécurité des approches et des décollages des aéronefs aux abords des aéroports et à faciliter la maintenance de leurs équipements.

RD Congo/ Cuivre/Rd Congo/Nzuri Copper publie les résultats de la DFS du projet Kalongwe

Le développement du projet de cuivre et de cobalt Kalongwe en Rd Congo, nécessitera un investissement initial de 53,12 millions de dollars. C'est ce que rapporte l'étude de faisabilité définitive (DFS) publiée lundi par la compagnie propriétaire Nzuri Copper sur son site web. La DFS indique que le projet aura une valeur actuelle nette avant impôts de 116 millions de dollars et un taux de rentabilité interne avant impôts de 71%. La mine devrait avoir une durée de vie de 7 ans, et produire annuellement 19 360 tonnes de cuivre et 1 507 tonnes de concentré de cobalt. La construction du projet devrait durer 12 mois.

Nigeria/ Le tarif électrique pourrait augmenter de 61,5%

Selon les dernières révélations de la Nigerian Electricity Regulatory Commission (NERC), l'institution attend l'approbation du gouvernement fédéral avant d'instituer le nouveau tarif. Les Nigériens paieront, en cas de validation, 51 nairas le kilowatt/heure au lieu de 31,58 nairas actuellement.

Rassemblées par F.A.

Programme infrastructure qualité de l'Afrique centrale (Piqac)

L'heure du bilan

J.M
Libreville/Gabon

LA troisième réunion du Comité de pilotage régional (CPR) conjoint du Programme de restructuration et de mise à niveau de l'Afrique centrale (PRMN) et du Programme infrastructure qualité de l'Afrique centrale (Piqac) s'est ouverte le 16 octobre à Libreville. Cette réunion est un moment clé de la vie des deux programmes régionaux, car elle permet de faire le point sur les activités réalisées et de discuter de celles à venir, en présence de tous les acteurs concernés. Les échanges engagés au cours de cette rencontre permettent de faire le point de manière détaillée sur l'état d'avancement des programmes, de présenter les résultats obtenus au



Photo : D.R

Une vue des participants au séminaire consacré aux infrastructures qualité en Afrique centrale.

cours de l'année écoulée et d'avoir des éclairages sur les bonnes pratiques et aspects techniques du PRMN et du Piqac. A cette occasion, des ateliers de formation technique, un séminaire portant sur la restructuration des entreprises animé par le PRMN, et un atelier présentant les documents relatifs à l'infrastructure développés dans le cadre du Piqac, sont également organisés.

Enfin, les travaux du CPR sont l'occasion de discuter de la pérennisation des acquis des deux programmes. Initiés par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), en concertation avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), le PRMN et le Piqac sont financés par l'Union européenne, à hauteur respectivement de 4,15 milliards de francs et 3,8



Photo : Jean MADOUA

Les installations comme les quais de pêche doivent respecter les normes et standards internationaux.

milliards de francs CFA. Les deux programmes sont mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi). Le PRMN vise à soutenir la dynamique de mise à niveau, d'amélioration de la compétitivité du tissu industriel et des entreprises de services à travers une assistance technique fondée sur un ciblage adéquat des secteurs porteurs spécifiques de chaque pays bénéficiaire.

Le Piqac, quant à lui, a pour objectif de renforcer la compétitivité et la diversification des secteurs productifs à travers l'opérationnalisation des infrastructures qualité régionales et nationales et leur mise en réseau. Le PRMN et le Piqac couvrent sept pays de l'Afrique centrale : Cameroun, Gabon, République Centrafricaine, Congo, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.

Concours national du plan d'affaires (CNPA)

Place à la réception des dossiers



Photo : COE

Les deux intervenants au cours de la sensibilisation au CNPA.

COE
Libreville/Gabon

APRÈS une campagne de trois semaines dans chaque province du Gabon pour présenter le Concours national du plan d'affaires (CNPA), lancé le 27 juillet 2017 par le Premier ministre, chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, la caravane de sensibilisation a connu son épilogue le week-end dernier à l'espace PME, à Libreville. Une occasion de plus pour expliquer l'organisation du CNPA par le gouvernement, à travers le ministère des Petites et Moyennes entreprises, chargé de l'Entrepreneuriat national, en collaboration avec l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI) et la Banque mondiale qui en assure le financement. Ce concours s'adresse aux Gabonais des deux sexes,

âgés de 18 ans et plus, ainsi qu'aux personnes vivant avec un handicap. La séance de l'Espace PME a permis de prendre en compte les retardataires, en mettant à leur disposition toutes les informations nécessaires sur les modalités de participation au concours, les critères d'éligibilité, la nécessité de transmettre un dossier en bonne et due forme, ainsi que son déroulement. La compétition est donc destinée aux personnes physiques ou morales porteuses d'une idée de projet, ou en activité. « Nous lançons un appel à tous ceux qui sont intéressés, ceux qui ont une idée de projet à développer, de ne pas hésiter », a déclaré Rachel Ebaneth, secrétaire générale adjointe du ministère des PME et présidente du comité d'organisation du CNPA. Non sans relever la mise en place d'un mécanisme rigoureux qui permettra de protéger les idées de projet, lors de la réception des dossiers. Et, faire en sorte qu'un jury indépendant, qui sera com-

posé de banquiers, d'entrepreneurs confirmés, qualifiés et expérimentés et d'un huisier de justice, puisse statuer, examiner et primer les plus méritants.

« Des éléments suffisants pour rassurer les potentiels participants au concours par rapport à la fiabilité de cette activité. L'argent est là, c'est un financement mis en place

par la Banque mondiale. Venez saisir l'opportunité qui vous est donc offerte pour développer une activité génératrice de revenus », a lancé Mme Ebaneth.



Photo : COE

Vue de l'assistance. Au premier plan (en rose), Rachel Ebaneth, SGA du ministère des PME et présidente du comité d'organisation du CNPA.




Chers clients,

Airtel Gabon invite son aimable clientèle, ayant des factures échues non réglées à ce jour, à se rapprocher de leur conseiller commercial afin d'effectuer le règlement attendu au plus tard ce mercredi 25 octobre 2017.

Passé ce délai, Airtel Gabon se trouvera dans l'obligation de suspendre ses prestations.

Pour toute information complémentaire, nous vous prions de vous rapprocher de votre conseiller commercial ou nous contacter par email à l'adresse newairtelgabonkeyaccountmanagers@ga.airtel.com

La Direction Générale d'Airtel Gabon vous remercie d'avance pour votre compréhension et votre fidélité.

La Direction Générale